

L'Humanité rouge



Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mercredi
31 mars 1976
No 460
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

LIBAN

Rumeurs

de cessez-le-feu

Au Liban de violents combats se poursuivaient mardi matin, en particulier sur le front du haut Metn.

Depuis samedi, alors que les «verrous» phalangistes à Beyrouth notamment les hôtels Holiday Inn, Hilton, Normandy et Regent étaient tombés un à un après de farouches et impitoyables combats, les Beyrouthins, dans la pièce la plus sûre de leur appartement, ont passé une nouvelle nuit de terreur, sous le sinistre sifflement des obus de gros calibre et dans les explosions qui secouent les immeubles.

Malgré cela, les rumeurs de cessez-le-feu circulent avec de plus en plus d'insistance. La Syrie et l'OLP en seraient en particulier partisans.

Il est clair en effet que la poursuite des combats ne peut que profiter aux ennemis des peuples arabes avant tout aux deux superpuissances.

LES APPELÉS SOLIDAIRES DES CHEMINOTS

Un appelé des Forces françaises en Allemagne nous écrit :

La semaine dernière, une fois de plus, toutes les permissions du week-end (et tout ce qu'elles représentent pour les appelés) ont été supprimées dans mon unité. Le motif invoqué officiellement : les grèves à la SNCF !

Ainsi, la hiérarchie militaire faisait d'une pierre deux coups :

— elle supprimait les permissions en utilisant un prétexte, puisqu'il y avait largement assez de trains pour que les gars puissent partir en permissions et revenir à la caserne ;

— surtout, elle cherchait à opposer les soldats aux cheminots en lutte. Le message de la division était clair à ce sujet : il recommandait aux officiers d'insister auprès des appelés sur le fait que c'étaient les grèves à la SNCF qui les empêchaient de partir en permissions.

C'était compter sans la réaction des gars qui, dans l'ensemble, ont déjoué le piège ! Les appelés n'oublient pas si facilement qu'ils étaient et restent des travailleurs et se sentent, malgré les problèmes posés, solidaires des cheminots en grève.

30 mars :

Grève générale en Palestine occupée

Conférence de presse de l'OLP à Paris

Depuis plus de 8 semaines de très importantes manifestations étudiantes et populaires se déroulent en Cisjordanie occupée, exprimant la détermination du peuple palestinien à récupérer sa terre et sa patrie. Les autorités sionistes y ont répliqué par une sauvage répression. 89 étudiants ont été jetés en prison, quantité d'autres condamnés à de très lourdes amendes, pour le seul fait d'avoir brandi le drapeau aux couleurs de la Palestine, manifesté contre les nouvelles expropriations de terres arabes envisagées par les sionistes, crié leur attachement à la Résistance palestinienne et à son seul porte-parole, l'OLP.

La politique d'Israël dans les territoires arabes occupés depuis 1967 est bien connue. Elle est basée sur l'expropriation et la confiscation des terres arabes, l'expulsion de leurs habitants, la profanation des lieux saints musulmans, l'étouffement de la culture et de l'histoire du peuple de Palestine. Et aussi sur une politique de répression féroce : détention administrative, tortures, dynamitage des maisons et incendie des récoltes.

En signe de protestation contre cette politique expansionniste, raciste, agressive, le peuple palestinien a décidé de proclamer le 30 mars 1976 journée de la terre arabe, de la terre palestinienne, en Israël même.

Au cours d'une conférence de presse tenue lundi à Paris, le porte-parole de l'OLP, Ezzedine Kalak, devait expliquer l'importance et le sens de cette journée de lutte.

«Trop souvent, devait-il rappeler d'emblée, quand la presse occidentale parle des manifestations en Cisjordanie, elle omet d'en donner les raisons fondamentales. Si le peuple palestinien en Cisjordanie et à Gaza, soutient le mouvement populaire de révolte,

protestation, manifestations, de démission des conseillers municipaux, toute forme de lutte, sous une occupation atroce, si il y a grève demain, c'est parce que l'Etat sioniste maintient sa politique appliquée depuis la création de l'Etat d'Israël, celle de l'Etat souverain de la nation juive

qui n'est pas l'Etat de ses citoyens ; quand plus de la moitié de la Haute-Galilée est habitée par des Arabes, ils organisent un plan de judaïsation. Ces Palestiniens n'ont pas le droit d'être chez eux, d'avoir des terres, de se déplacer car non juifs».

(Suite page 3)

VAGUE DE LUTTES OUVRIERES DANS LE NORD

De notre correspondant à Lille-Wazemmes

Depuis plusieurs semaines, les travailleurs du Nord-Pas-de-Calais ont engagé des luttes dures et offensives contre le chômage et pour leurs revendications. Le nombre de grèves a triplé par rapport au printemps 1975. La durée des grèves s'allonge, et les moyens d'action se durcissent : ainsi les occupations d'usines se multiplient un peu partout. De plus en plus, les ouvriers en lutte s'affrontent aux dirigeants révisionnistes de la CGT lorsque ces traitres veulent diviser et affaiblir leur mouvement.

Il faut dire que la région est particulièrement touchée par le chômage : près de 150 000 chômeurs, en majorité des jeunes et des femmes. Le taux de chômage a augmenté de 30 % depuis un an. Et 15 000 nouvelles demandes d'emploi ont été enregistrées rien que pour le mois de janvier ! De grosses entreprises comme Usinor, DMC ou Pechiney-Ugine-Kuhlmann licencient leurs ouvriers par centaines...

Deux usines sont à la pointe de la lutte classe contre le chômage : la CIP à Haisne-la-Bassée et Desombre à Fives. En lutte permanente depuis 3 ans, les ouvrières de la CIP ont décidé d'occuper leur entreprise pour la 3e fois en juillet 1975 : le patron en faillite prétendait jeter au chômage 700 travailleurs. L'occupation continue depuis plus de huit mois. A Desombre (200 emplois menacés) l'occupation dure depuis octobre. Dans les deux usines la CFDT, qui dirige la lutte, a fait en partie reprendre la production. Et dans les deux cas, la bourgeoisie a envoyé ses flics, soit pour «délivrer» un cadre séquestré, soit pour enlever ses stocks. Mais le combat continue !

Mais d'autres usines sont entrées récemment en lutte contre les licenciements. Ainsi Béghin-Say, à Corbehem (2 500 travailleurs) est occupé depuis le 8 mars

par les grévistes, qui s'opposent aux menaces de licenciements et aux réductions d'horaires sans compensation. A Tiberghien-frères, à Tourcoing (500 travailleurs) le patron, au bord de la banqueroute, démantèle l'entreprise morceau par morceau : 117 licenciés en mai dernier, 25 de plus il y a quinze jours... Les travailleurs ont manifesté jusqu'à la mairie où ils ont hué le député de Tourcoing, qui est aussi... président de la «commission spéciale pour l'emploi»...

Un peu partout, des grèves éclatent aussi pour des revendications salariales : ainsi à Le Blan-Trévis à Lille, à l'IHF de Croix (où le piquet de grève s'est violemment affronté aux cadres et aux jaunes), à la Linière lilloise de Lomme (250 travailleurs), et dans plusieurs usines de Roubaix : la Linière (cf. HR 454), Sylvain-Boléro et Sérolatex.

Peugeot fait courir le bruit que le travail aurait repris aux usines de Beaulieu-Mondeure, mais il n'en est rien. Comme l'a indiqué un tract récent de la cellule du PCMLF : Peugeot en mettant en marche sa colossale machine de propagande réactionnaire (contrôle de la presse régionale, pression sur les travailleurs chez eux, insultes contre nos frères de classe les travailleurs immigrés), des coups de force fascistes

USINES PEUGEOT DE BEAULIEU-MANDEURE

La grève continue

(jeudi 25 un pseudo comité pour la défense de la liberté du travail a enfoncé la porte de l'entrée centrale et du Stex aidé et protégé par la police) veut diviser la classe ouvrière des cycles.

Dans un autre bulletin de la cellule on peut lire :

«Mais il y a d'autres diviseurs qui se cachent : les dirigeants de la CGT et les pontes du PC.

«Ceux-là refusent de faire une véritable intersyndicale, outil indispensable à la victoire de notre grève. Ils se servent de la lutte des travailleurs des cycles pour placer leurs cartes CGT. Devant les travailleurs, ils parlent d'unité mais de fait ils refusent de tirer des tracts unitaires, menacent et calomnient des militants CFDT, veulent à tout prix imposer leur point de vue par tous les moyens, et le comble refusent de soutenir le comité de femmes des grévistes, troublent la première réunion de ce comité (ils ont d'ailleurs été mis à la porte comme des malpropres et sont partis la queue entre les pattes). Ils vont jusqu'à traiter les ménagères de Beaulieu de «groupuscule gauchiste» ! A Sochaux, ils refusent de faire une collecte pour les travailleurs des cycles avec la CFDT et déclarent dans leur tract que c'est la CGT qui mène la grève à Beaulieu. La haine de tout ce qu'ils ne contrôlent pas les aveugle !»

(Suite page 5)

PALESTINE

«JOURNÉE DE LA TERRE»

A l'initiative de l'Union générale des étudiants palestiniens

Meeting à la Mutualité
mardi 30 mars à 20 h 30

16, rue St-Victor métro Maubert

PALESTINE

ENCORE UN MANIFESTANT ARABE TUÉ PAR LES SIONISTES

Un homme a été tué par des soldats israéliens dans la nuit de lundi à mardi au cours d'incidents qui se sont déroulés dans les villages de Sahnin et Araba, en Galilée.

Les soldats ont tiré pour disperser des manifestants qui avaient mis le feu à des pneus sur la route et un villageois a été tué par une balle.

D'autre part, deux policiers en patrouille dans le village de Dir Hana, également en Galilée, ont été blessés par des pierres jetées par de jeunes Arabes.

Ces incidents interviennent la veille d'une grève générale décidée par les habitants arabes de Galilée pour protester contre des expropriations de terres prévues par les Israéliens.

Par ailleurs, les établissements scolaires ont été une fois de plus fermés lundi en Cisjordanie. A Jérusalem-Est, les enfants qui se sont présentés dans les écoles ont été renvoyés chez eux par les enseignants, qui entendent protester contre l'arrestation dimanche de cinquante jeunes filles d'un lycée de Jérusalem-Est. Des écoliers ont dressé devant l'école «Aoula» une barricade de vieux pneus et de poutres auxquels ils ont mis le feu.

A proximité du camp de réfugiés de Kalandia, des jeunes gens ont établi un barrage et ont lancé des pierres contre les véhicules qui passaient.

LA GREVE DES TRANSPORTS URBAINS MENACE NEW-YORK

Le spectre d'une paralysie totale des transports urbains se précisait lundi à New-York. Dimanche, les employés des services de transports publics s'étaient prononcés à l'unanimité en faveur d'une grève au cours d'un meeting.

Dans le cas où les négociations échoueraient, la grève serait effective jeudi à 5 heures et serait suivie par les 34 000 employés de la «Transit authority».

De son côté, le maire de la ville a mis sur pied un plan d'urgence qui n'est pas sans rappeler celui mis en place en 1966, lorsque les services de transports urbains furent interrompus pendant 12 jours. La grève entraîna un déficit commercial de plus d'un milliard de dollars.

Les employés de la «Transit authority» réclament une augmentation de 22 cents de leur salaire horaire de base et un ajustement supplémentaire correspondant à la hausse du coût de la vie.

Les employés exigent également l'assurance qu'ils ne seront pas licenciés.

SCHLESINGER MET EN GARDE LES USA

L'ancien secrétaire américain à la Défense, Schlesinger, a de nouveau mis en garde les Américains contre une politique de l'autruche à l'égard de la puissance militaire et de l'expansionnisme de l'Union soviétique.

Dans le dernier numéro du «Reader's digest» l'ex-chef du Pentagone écrit : «En tant que nation une fois de plus nous détournons le regard, enfonçant la tête dans le sable.»

Schlesinger, qui dut quitter son poste à l'automne dernier à la suite de son désaccord avec Kissinger sur la politique de détente à l'égard de Moscou, réaffirme ainsi que depuis la fin de la guerre au Vietnam les États-Unis dépensent environ 40 % de moins pour leur défense alors que l'Union soviétique a augmenté son budget militaire de 25 %.

«Le rythme, le dynamisme, la force vive de l'effort soviétique dépasse largement celui des États-Unis» estime Schlesinger, soulignant qu'à son avis l'opinion publique américaine est submergée «d'explications léniantes masquant les tendances profondes».

Sombres jours pour le capitalisme italien

Le gouvernement italien démocrate chrétien, après avoir consulté tous les partis de l'opposition, y compris le PCI de Berlinguer, vient de décréter une série de spectaculaires hausses des prix sur les carburants, les automobiles, les alcools, le secteur électro-ménager, le papier, etc.

Il espère récupérer ainsi rapidement quelque 1 500 milliards de lire destinés à alléger un peu le gigantesque déficit de sa balance commerciale. Mais ce sont les masses populaires qui sont destinées à faire les frais de cette politique : leur revenu a été érodé en un an de 11 % et, en septembre dernier, l'Italie comptait plus de trois millions de chômeurs ou de semi-chômeurs, soit 15 % de la population active.

«L'Italie dégingole, témoigne une habitante de Rome, tout coûte trop cher, les gens achètent moins, ils mangent moins. Avec 10 000 lire, tout juste s'ils peuvent emporter du pain, un peu de fromage et du jambon. Les loyers sont hors de prix : 100 000 lire pour une pièce cuisine. Comment peut vivre un employé avec deux à trois cent mille lire par mois !»

Contre cela la classe ouvrière et le peuple réagissent. Les grèves se multiplient. Des comités contre la vie chère se sont créés et organisent des ventes sauvages de viandes, légumes et fruits à bas prix, malgré les interventions de la police destinées à les empêcher. Ils renouent avec les traditions italiennes de lutte populaire.

Contre l'inflation par le refus pur et simple de payer les augmentations de bus, du gaz, de l'électricité ou des loyers. Contre ces luttes, aux côtés de la bourgeoisie monopoliste, se dresse la direction du parti révisionniste italien. Celle-ci appelle ouvertement la classe ouvrière à «avoir le sens des responsabilités» et «consentir des sacrifices, même dans les conditions les plus difficiles» et cela au nom de «l'unité nationale» de «la République» et du «Compromis historique». Berlinguer négocie en ce moment-même son infiltration au pouvoir central par le biais d'un «programme de salut public». Celui-ci vise à élaborer un programme d'urgence, commun à tous les partis que le gouvernement démoc-

rate-chrétien d'Aldo Moro n'aurait qu'à appliquer, sûr d'une majorité parlementaire massive.

C'est un procédé déguisé d'introduction du PCI au pouvoir destiné à rassurer tous ceux qu'il inquiète et qu'inquiète l'ombre de l'URSS qui se tient derrière lui.

Les travailleurs italiens n'ont que faire de ces calculs des politiciens bourgeois. Ils savent aussi que, outre l'exploitation accrue des monopoles italiens ils auraient, dans ces conditions, de nouvelles montagnes à supporter : celles des exigences de Moscou. Ils ne luttent pas pour changer de maîtres, mais pour casser l'ordre bourgeois. L'avenir appartient à leur combat révolutionnaire.

Guadeloupe

Grève des petits paysans de la canne

Il y a quelques semaines, à l'appel de l'UTA (Union des travailleurs agricoles) les ouvriers agricoles de la canne à sucre en Guadeloupe ont mené une grève victorieuse de 17 jours pour la revendication : «d'alignement des salaires agricoles sur les salaires industriels».

Mais si on a eu quelques échos sur cette lutte, les journaux bourgeois tiennent sous silence la lutte des petits paysans guadeloupéens de la canne.

Le préfet propose comme prix de la tonne de canne 102 F (en 1975 il était de 101,84 F et au cours de cette année le coût de la vie a augmenté de 14 % officiellement).

Les petits et moyens paysans exigent 146 F la tonne (prix moyen calculé en tenant compte des prix de revient).

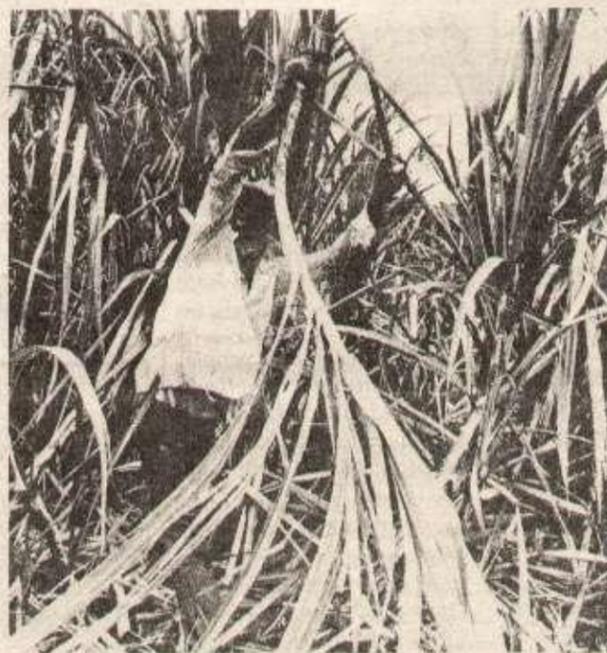
Ils exigent aussi d'être payés chaque quatorzaine par les propriétaires usiniers.

Aussi dès le 28 février l'UPG (l'Union de paysans guadeloupéens) appelaient à la mobilisation et à la solidarité le peuple guadeloupéen. (les 3/4 de la population en Guadeloupe dépendent de ce secteur).

Le 1er mars des centaines de manifestants défilaient à Pointe-à-pitre.

Le 9 mars la commission paritaire n'aboutissait à rien.

Aujourd'hui la lutte continue. Les petits paysans refusent de couper la canne, ils n'ont plus rien à perdre.



Les mouvements de soutien vont se développer dans les autres secteurs et soyons sûrs que le peuple guadeloupéen saura se mobiliser pour lutter contre le pouvoir colonial français, pour son indépendance nationale, seule voie pour sa victoire finale.

Aussi c'est à nous, travail-

leurs français, de populariser et de soutenir fermement la juste lutte des paysans et du peuple guadeloupéens.

Restons vigilants pour riposter à toute répression du colonialisme français et brisons le silence fait par la bourgeoisie sur les luttes qui s'annoncent en Guadeloupe.

Correspondant HR. Poitiers avec un Guadeloupéen.



LA GREVE DE 32 OUVRIERS MENACE DE PARALYSER «LEYLAND»

«Leyland», le géant de l'industrie automobile britannique, est menacé d'un arrêt total de sa production par la grève de 32 ouvriers fabriquant des carburateurs dans une usine de Birmingham (centre Angleterre). Des négociations engagées lundi entre les syndicats et la direction de cette usine se sont soldées par un échec.

Aucune automobile ne pourra dans quelques jours sortir des chaînes faute de carburateurs. D'ores et déjà plusieurs centaines d'ouvriers ont été mis en chômage technique du fait de cette grève.

Les grévistes réclament une augmentation de 6 livres (54 francs) hebdomadaire que la direction avait accepté de leur verser en décembre. Mais le ministre de l'Emploi a annulé cette augmentation parce qu'elle sortait du cadre national des augmentations de salaires.

La situation est d'autant plus grave que le gouvernement a posé pour condition lors de la nationalisation de «Leyland» en 1975 que toute aide financière de l'État serait liée au nombre de voitures produites. Un plan de financement de 100 millions de livres (900 millions de francs) pourrait être ainsi «gelé».

Cette grève «bouchon» n'est pas la première de l'histoire de la firme, célèbre en Grande-Bretagne pour ses arrêts de travail à répétition. Deux autres grèves sont en cours actuellement chez «Leyland» à Coventry (centre Angleterre) et à Llanelli (Pays de Galle). Si ces conflits n'affectent pas directement la production de tout le groupe, ils ont déjà conduit à la mise à pied de plus de 5 000 ouvriers.



RAPPORT PESSIMISTE SUR L'AVENIR ÉCONOMIQUE DE LA GRANDE-BRETAGNE

En 1980, la Grande-Bretagne comptera un million et demi de chômeurs, le niveau de vie aura baissé, la livre aura perdu 35 % de sa valeur ou plus et l'inflation sera toujours supérieure à 10 %, selon un rapport d'un groupe d'économistes du département d'économie appliquée de l'université de Cambridge.

Ces prévisions sont contenues dans un rapport de 94 pages, intitulé «la stratégie économique de la Grande-Bretagne» paru lundi.

JOURNÉE DE GREVE AU JAPON

Le trafic ferroviaire s'est trouvé paralysé mardi matin au Japon en raison d'une grève de 24 heures des employés de chemins de fer privés et publics qui réclament des augmentations de salaires et de meilleures conditions de travail. Les travailleurs des postes et télécommunications, les dockers, les mineurs, les employés du secteur médical, et les chauffeurs de cars et de camions font également grève aujourd'hui pour des raisons analogues.

nouvelles intérieures

La relance,
c'est du bidon

Devant la chambre des métiers de Niort, le porte-parole de l'UDR, Neuwirth, s'en est pris aux «saboteurs de la reprise économique», désignant ainsi les ouvriers en lutte contre les effets de la crise capitaliste.

De son côté Chirac, devant des représentants des chambres de commerce et d'industrie, devait affirmer : «La désorganisation des services publics ou des entreprises ne pourrait aboutir qu'à pénaliser les plus faibles.»

Les ficelles de la bourgeoisie sont un peu grosses. Depuis quelque temps elle voudrait faire croire en une «relance» de l'économie capitaliste. Le moins que l'on puisse dire est que les travailleurs ne l'ont guère vue se manifester. Les licenciements continuent de plus belle ainsi que la hausse des prix. La bourgeoisie voudrait faire croire que tout va bientôt aller mieux, afin de démobiliser les travailleurs. Elle cherche à accréditer l'idée qu'en luttant, les travailleurs se portent tort à eux-mêmes car... ils compromettraient ainsi la «reprise». Mais les travailleurs connaissent leurs intérêts et c'est bien pourquoi leurs luttes prennent de plus en plus d'ampleur.

Conférence de presse de l'OLP à Paris

30 mars : «Journée de la terre»
en Palestine occupée

Suite de la page une.

Le fond national israélien détient déjà plus de 90 % des terres. Ce n'est pas assez, il en veut plus encore : pour la seule Galilée depuis 1948, les Israéliens ont exproprié 32 000 hectares de terres arabes. Sur les 30-000 cultivables restants, ils veulent s'en approprier encore 20 000 ! Les Palestiniens devenus ouvriers dans les villes ou restés paysans, sont ainsi chassés, niés dans leur propre existence. Depuis 1969, 1 300 personnalités palestiniennes ont été purement et simplement expulsées. Israël tente ainsi de vider la terre palestinienne de ses habitants. Pour cela il joue aussi la carte des prétendues «élections administratives» qu'il organise le 12 avril. A travers cette «administration autonome», les sionistes visent en fait à mettre sur pied une organisation rivale de l'OLP. La Résistance palestinienne, devait souligner Ezzedine Kalak, est tout à fait contre cette politique de collabora-

(Suite de la p. 1)

Il faut dénoncer une fois de plus les manœuvres anti-ouvrières des dirigeants révisionnistes de la CGT. Dans certaines usines, où la combativité est importante, ils la détournent vers des objectifs réformistes et diviseurs. Ainsi, la SPM d'Haubourdin a été occupée 18 fois ces derniers mois. Mais la CGT vient d'y célébrer comme une «victoire décisive» l'obtention de... l'échelle mobile des salaires !

Dans d'autres boîtes, les partis révisionnistes freinent au maximum l'action, com-

me à DMC-Vignerion à Loos. Il faut dire que les ouvriers rendaient responsables des menaces sur l'emploi certaines importations à très bas prix venant... de Pologne ! Et les travailleurs les plus combattifs, y compris des militants de base CGT, envisageaient de se rendre en masse à la frontière belge pour bloquer les camions polonais. S'en prendre à des produits polonais : c'en était trop pour les pontes révisos de l'UL-CGT, qui ont «vivement déconseillé» cette action et réussi à briser la mobilisation !

Les caves d'un négociant
en vin mises à sac

Vendredi dernier, peu avant 21 heures, un commando d'une centaine de personnes a mis à sac les chais de la Société languedocienne, filiale des établissements Guibal et Cie, à Campagnan dans l'Hérault.

Après avoir fracturé le portail des établissements, les membres du commando, à l'aide de barres de fer et de masses, ont détruit les vannes de onze des vingt-quatre cuves de l'entrepôt et ainsi environ 3 000 hectolitres de vin se sont répandus au sol. Les membres du

commando sont repartis avant l'intervention des gendarmes de la brigade de Paulhan.

Campagnan est un village situé à une dizaine de kilomètres de Clermont-l'Hérault où se trouve le siège de la société Guibal, l'un des plus importants négociants en vin du Midi.

Cette action entreprise alors que le gouvernement multiplie les menaces envers les viticulteurs apporte la preuve que ceux-ci sont déterminés à poursuivre la lutte et à ne pas se laisser intimider.

tion avec l'occupant. C'est pourquoi toutes les manifestations récentes en Cisjordanie scandaient «oui à l'OLP, non à l'administration autonome !».

Jusqu'à maintenant c'est dans les territoires occupés depuis 1967 (Cisjordanie, bande de Gaza, Golan, Sinai) que la lutte a pris de l'ampleur.

Avec la proclamation de cette «journée de la terre», c'est aussi le peuple palestinien dans la partie occupée depuis 1948 qui refuse la politique d'expropriation et de ségrégation.

C'est pourquoi l'OLP a décidé d'organiser partout ce jour-là dans les territoires arabes, et à l'étranger, des meetings, rassemblements, manifestations pour en faire une journée historique pour la Palestine.

«Quelles que soient les épreuves rencontrées par le peuple de Palestine en territoires occupés ou à l'extérieur, a conclu le porte-parole de l'OLP, il est fermement décidé à continuer la lutte

pour récupérer ses droits nationaux bafoués par l'impérialisme et le sionisme. Il ne lutte pas seulement depuis 1967, mais sa lutte continue depuis le début de ce siècle.

Nous ne luttons pas pour tuer les Juifs et les jeter à la mer mais pour que justice soit rendue à notre peuple, pour contribuer aux efforts de toute la nation arabe pour faire reconnaître les droits du peuple palestinien, pour que la paix, la véritable paix, la sécurité internationale, soient rétablies dans la région. Nous contribuons ainsi à un avenir radieux de la communauté juive en Palestine. Aujourd'hui, en Palestine occupée, des milliers de militants palestiniens de religions différentes, luttent pour cet avenir meilleur...

Palestiniens juifs, musulmans et chrétiens, portent en eux-mêmes, dans les profondeurs des prisons sionistes, l'espoir pour nous tous, juifs, musulmans, chrétiens, et pour toute la communauté internationale : celui d'une juste paix.

Puissante vague de
luttes ouvrières dans le Nord

Ailleurs, à Tiberghien-frères de Tourcoing, où les menaces de chômage sont très importantes, les révisionnistes ont imposé la reprise du travail après la manif à la mairie. Ils s'opposent à la grève «pour ne pas porter préjudice aux clients de l'entreprise»... Ils espèrent sans doute apparaître comme «meilleurs gestionnaires» que le patron lui-même !

Mais le comble de la trahison a été atteint par les dirigeants syndicaux de la Sucrerie Béghin de Thumeries. Alors que l'usine Béghin de Corbehem est en grève et occupée depuis 3 semaines, ces renégats ont osé envoyer au patron une «lettre ouverte» où ils désavouent publiquement la juste lutte des ouvriers de Corbehem ! Ils prétendent qu'«il y a eu tort de part et d'autre, patron et ouvriers», que «avant d'engager leur action, les travailleurs de Corbehem auraient dû épuiser toutes les possibilités de négociations. Or la grève a été déclenchée sitôt connues les

menaces de licenciement, sans discussions préalables avec la direction». Et ces traitres ajoutent fièrement : «A Thumeries, nous avons évité ces heurts. Pourquoi ? Par des négociations entre syndicats et direction»... Gageons que, en récompense pour une telle servilité, Béghin leur donnera... un sucre ! Heureusement, les grévistes de Corbehem ne se sont pas laissés impressionner, et ils sont venus manifester à Thumeries en criant : «Rejoignez vos camarades de Corbehem ! Demain ce sera votre tour d'être licenciés !»

Ainsi, dans le feu des luttes de classe, les dirigeants révisionnistes et réformistes dévoilent leur vraie nature, et les travailleurs sont amenés concrètement à les combattre. Mais seule l'intervention politique des marxistes-léninistes pourra élever cette prise de conscience antirévionniste à un niveau supérieur. Seul le Parti marxiste-léniniste saura arracher la classe ouvrière au révisionnisme et la conduire sur la voie de la révolution !

La vérité sur la visite de Giscard
en Alsace

L'indifférence générale ! Malgré un tapage énorme, plus d'une semaine durant seuls les flics étaient mobilisés. Malgré les illusions données par la télévision seules quelques centaines de personnes dûment contrôlés s'étaient sur le parcours. Tout avait été fait pour éviter de quelconques attroupements.

Ainsi le discours de Giscard n'a pas été retransmis par haut-parleurs en dehors de la salle occupée par les maires et hauts fonctionnaires du département.

Les capitalistes ont peur des masses et non sans raison. Dans l'indifférence aussi cette manifestation de l'Union de la gauche PS-PCF-CGT le matin même venue proposer un gouvernement capitaliste de remplacement ; des travailleurs en lutte il n'en était pas question. En Alsace comme ailleurs, c'est dans les usines, Rhénalu, General Motors, Rhône-Poulenc, Haffner, etc., c'est dans la lutte classe contre classe que les travailleurs sont mobilisés.

Correspondant HR de Colmar.

UN LIVRE A LIRE

ARRACHER
LA CLASSE OUVRIERE
AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire

disponible sur commande à :

E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

LES JEUNES SOCIALISTES
FONT LES DOUX YEUX
A BREJNEV

Dans le cadre de leur offensive de charme en direction des jeunes des partis bourgeois français, les sociaux-impérialistes russes ont reçu dernièrement une délégation du mouvement de la jeunesse socialiste. Celle-ci a qualifié son séjour d'«extrêmement positif» et a fait état de «la convergence des vues» avec les jeunes de Brejnev. Elle a également indiqué que les deux organisations «ont décidé de développer les relations bilatérales, afin de pouvoir entreprendre des actions communes». Les jeunes Tchécoslovaques pour ne citer qu'eux seront «heureux» de l'apprendre.

CHIRAC-LE MENTEUR

Devant les Républicains indépendants réunis à Nice, Chirac a fait état de ses craintes de voir se développer les luttes dans le secteur public et a cherché à opposer les travailleurs de ce secteur aux autres :

«Personne ne comprendrait, a-t-il dit, que se développe une campagne de désorganisation progressive des services publics. La seule conséquence en serait la mise en cause de notre vie économique et un coup d'arrêt donné à la reprise et à la création d'emplois qui doit en résulter.»

Les travailleurs des services publics, responsables de la crise. Il fallait y penser !

DISSOLUTION
DU FRAP
PROTESTATION
DU MIL

Le MIL (Mouvement pour l'indépendance et la liberté) dénonce vigoureusement la mesure d'interdiction prise à l'encontre du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote) par le gouvernement français, le 16 mars 1976.

Cette décision montre que le gouvernement français si soucieux de l'hospitalité réservée aux exilés étrangers lorsqu'il s'agit de traitres et de fascistes, ennemis de l'indépendance et de la liberté des peuples, n'est pas prêt à aider ni même à tolérer les les authentiques patriotes et antifascistes.

L'interdiction du FRAP réjouira tous les ennemis de l'indépendance et de la liberté des peuples d'Espagne. Plutôt que de renforcer l'unité de l'Europe, cette mesure vise à affaiblir l'unité des peuples européens face aux menées agressives des deux superpuissances.

Le MIL appelle tous les anti-impérialistes, toutes les personnes éprises d'indépendance et de liberté à s'élever contre cette mesure arbitraire et inique.

Le Bureau national du MIL



LES LUTTES EN BRETAGNE

Pour soutenir les travailleurs licenciés,

Conférence de presse CFDT à Fougères

Le bureau régional CFDT a tenu une conférence de presse pour expliquer les raisons de sa réunion à Fougères et annoncer les actions de solidarité qu'il envisage.

Cette situation avait pour but de marquer la solidarité avec la lutte des travailleurs de la chaussure ; de lier le problème de Fougères au problème général de l'emploi en Bretagne. Sur cette question il a été rappelé qu'en dépit de l'annonce de la « reprise » des usines envisagée définitive n'était en vue, exemple la Sicca à St-Malo.

Il y a actuellement 42 813 demandeurs d'emploi en

sur les propositions de « reprise partielle ».

Prenant l'exemple des 3 entreprises fougères où de telles propositions ont été avancées, la CFDT a montré le caractère de mystification.

Chez Maunoir où 63 travailleurs sur 170 ont été repris, il y a déqualification, perte de salaire et c'est un groupe de 6 patrons qui reprend l'affaire.

Chez Morel, c'est le groupe Baudou par ailleurs en difficultés qui veut reprendre 120 travailleurs sur 270.

Chez Réhault, de Thoran voulait quant à lui reprendre 230 travailleurs. Il rachetait le matériel pour 2 F, le

FOUGERES : LA SITUATION CHEZ MOREL ET GATE

Dans la lutte contre les licenciements à Fougères, la question principale reste l'unité entre les 3 entreprises, Réhault, Morel et Maunoir. Pour l'instant, cette unité n'a pas pu se réaliser. La bourgeoisie, patronat et pouvoirs publics, a entrepris une série de manœuvres pour l'empêcher, aidée en cela par certaines directions syndicales (FO en particulier, dont certains dirigeants ont avoué qu'ils voulaient faire échouer la lutte des « Réo ».

Prenons par exemple le cas de Morel et Gate, cela fait des mois, voire des années que de difficultés en difficultés, de promesses en promesses, la direction était sur la corde raide. Aujourd'hui après le dépôt de bilan, ce sont 270 travailleurs qui sont licenciés. Dans cette entreprise, FO était majoritaire et marche du même pas que la CGC. La CFDT et la CGT sont minoritaires.

C'est là que la bourgeoisie pouvait le mieux exploiter son plan de « reprise partielle » pour diviser et démobiliser les travailleurs. Et quel plan ! C'est le groupe Baudou qui emploie environ 600 personnes en Gironde et en Haute-Garonne, qui veut reprendre 120 travailleurs, et au minima des catégories (pour plusieurs en dessous du SMIC), sans aucune garantie pour les primes. Si on les supprimait, cela ferait près de 50 % de salaire en moins pour certains.

Ce fameux groupe Baudou est depuis 18 mois soumis à autorisation de poursuite d'activité par le tribunal de commerce. Non seulement il y aurait 150 licenciés mais en plus c'est un véritable canard boiteux qui

se propose de reprendre Morel. On peut voir ce que les travailleurs ont à attendre d'une telle solution. Ils l'ont d'ailleurs refusée par un vote le vendredi 19 mars (cf HR No 454). Mais là intervient une autre façon de diviser les travailleurs, l'intersyndicale (ou plutôt l'assemblée des délégués du personnel à majorité FO et CGC) qui s'était réunie pour choisir des moyens d'action, a surtout refusé toute occupation.

Selon certains travailleurs si le vote avait été soumis en assemblée générale, l'occupation aurait pu être votée.

Voilà la situation : d'une part une « intersyndicale » où règne l'esprit de soumission au patronat (y compris par certains délégués CFDT, dont l'un a d'ailleurs été exclu par l'UIB-CFDT) qui refuse le vote des travailleurs et sème la division. Ils ont même empêché le permanent CFDT et un délégué de l'UL CGT de prendre la parole devant les travailleurs. Ils font tout pour qu'il ne se passe rien, pour que les travailleurs acceptent les licenciements et les fausses solutions.

D'autre part, des travailleurs combattifs essaient de

redonner confiance à leurs camarades, de faire repartir l'action, d'arracher l'occupation pour que se réalise l'unité dans la lutte de tous les travailleurs licenciés, et pour forcer le patronat et

les pouvoirs publics à céder, pour qu'il n'y ait aucun licenciement.

Article fait avec une déléguée CFDT et correspondant HR.

SNAV (Vénissieux)

5e semaine de grève

La SNAV de Vénissieux (filiale de Renault) fabrique des wagons. Le département conteneurs n'est qu'une partie de cette usine. 110 ouvriers y travaillent, 95 % sont des travailleurs immigrés.

Presque tous sont grévistes et occupent les lieux. Ils exigent : 250 F d'augmentation pour tous, respect de la personne humaine, des meilleures conditions de travail.

Il faut dire que certains sont brûlés au visage et aux mains pendant qu'ils peignent, d'autres ont des boutons sur les mains à cause du talc des joints, il n'y a pas de douche, les WC ne sont pas racontables.

La maîtrise est raciste et la moyenne des salaires est de 1 500 F pour des cadences trop rapides.

Chaque jour la solidarité des travailleurs français et immigrés s'agrandit. La collecte à la SNAV a été un succès, et de nombreuses autres collectes ont eu lieu dans Lyon (Paris-Rhône, Brandt, foyer Sonacotra, SNCF, sur les marchés, malgré l'intervention des flics).

La CFDT soutient sans faiblir la juste lutte des travailleurs et leurs revendications.

La CGT (dont l'attitude a été rapportée dans l'HR No 453) vient de diffuser un tract où elle s'oppose aux licenciements.

En effet, acculée par le fait que les ouvriers détiennent les stocks (une commande urgente de 200 containers) la crapule patronale n'a pas hésité à licencier 13 ouvriers.

Après des débrayages les ouvriers de la SNAV (conteneurs) posent leur cahier de revendications, le patron menace de ne payer que selon le nombre de conteneurs produits.

Le 9 mars, un vote est organisé par le comité de grève (syndiqués et non-syndiqués). La majorité décide la formation d'un piquet de grève qui est constitué et fonctionne. Un huissier vient constater que l'atelier est fermé.

Cet exécuteur des basses besognes revient pour distribuer des convocations au tribunal des référés à 4 délégués CFDT.

Le 12 mars, les ouvriers passent devant le tribunal.

Le 15 mars, tout le monde est prévenu par lettre de devoir quitter les lieux par décision du tribunal. Le patron veut faire charger 200 conteneurs car il a reçu un téléx d'Italie pour la livraison immédiate de ces 200 conteneurs. Les gars s'opposent résolument à cette tentative en s'asseyant sur les fourches des Fenwick.

Le 16 mars, le « rat » de justice revient et constate que les ouvriers s'opposent toujours au chargement des conteneurs (seul moyen important qu'ont les ouvriers pour gagner).

L'huissier revient encore une fois pour faire son sale boulot. Ce jour-là la maîtrise donne les noms des ouvriers qui s'opposent au chargement des conteneurs et, le 23 mars, 13 gars sont licenciés par lettre. Tous sont fermement décidés à ne pas accepter un seul licenciement : « Si on reprend ce sera la tête haute » et un travailleur avec le sourire : « Pour l'instant on tient toujours les 200 conteneurs ».

Plus que jamais les travailleurs réaffirment :

SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS, PAS UN SEUL LICENCIEMENT, FRANÇAIS-IMMIGRÉS UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE, UN SEUL COMBAT, TOUS ENSEMBLE C'EST LE MOMENT.

Correspondant HR Vénissieux.



Le boulevard Thiers à Fougères rebaptisé par les travailleurs de chez Réhault (photo correspondant HR).

Bretagne, soit plus de 14 % par rapport à 1975 et plus de 97 % par rapport à 1974. C'est donc près de 10 % de chômeurs, si l'on se réfère au nombre de salariés du secteur privé.

A propos de la crise du système capitaliste, il a été dit que, pour l'Union régionale, cette crise sera longue, elle met en cause les structures mêmes du système capitaliste, les pouvoirs publics ne pouvant agir sur les causes !!

Les travailleurs n'ont pas d'autre voie que celle de la lutte pour le droit à l'emploi sur place.

Pour soutenir la lutte des travailleurs de Fougères, l'UR a décidé la diffusion d'un tract régional tiré à 100 000 exemplaires, d'organiser des réunions dans les UIB avec les travailleurs de la chaussure pour populariser la lutte. Enfin l'idée d'un rassemblement des usines en lutte a été envisagée pour le 1er mai à Fougères.

Il faut noter également la prise de position de la CFDT

stock pour 20 millions (valeur 100 millions) et en même temps touchait d'énormes subventions et crédits.

Ces propositions, a rappelé la CFDT, sont le fait de financiers qui espèrent faire de gros bénéfices. Leur but principal est de permettre aux pouvoirs publics de semer la division et la démolition, en faisant croire qu'il y a quelque chose de fait pour l'emploi. En fait c'est de la poudre aux yeux...

La CFDT a rappelé que de toute façon ce n'était pas à l'organisation syndicale de proposer des solutions aux économistes capitalistes, que la question principale était la lutte contre les licenciements et pour la création d'emplois. Il a été aussi précisé que les travailleurs, en particulier les « Réo » refusaient très justement d'ailleurs le démantèlement de l'entreprise et tout licenciement.

Correspondant HR.

Grève avec occupation à Bourgogne Electronique

Près de 1 500 employés, sur les 1 750 que compte Bourgogne électronique St-Apollinaire, participent activement à la grève illimitée avec occupation depuis le 15 mars sur les revendications suivantes : « Retus de la nouvelle grille de classification, 400 F pour tous, 40 heures sans perte de salaire. » Les salaires sont en effet très bas, certains OS, et notamment les femmes, touchent encore des salaires dérisoires de l'ordre de 1 200 à 1 300 francs par mois.

Les travailleurs ont élu un comité de grève regroupant syndiqués et non-syndiqués. Des assemblées générales ont lieu tous les jours pour discuter de la poursuite de la lutte. Ils popularisent leur lutte auprès de la population, et organisent le soutien financier, en particulier en vendant des boîtes d'allumettes parlant de leurs revendications.

C'est pour cela qu'ils ont organisé dimanche 28

mars, un gala de soutien à la Maison des jeunes et de la culture (MJC) de Quétigny (banlieue de Dijon).

Un groupe musical d'expression populaire y chantait afin d'animer cette journée. Des forums étaient organisés afin de discuter et de faire connaître leur juste lutte.

Les grévistes ont chanté avec la salle des chansons sur leur grève, chants composés par les grévistes. Des panneaux relatant la lutte y étaient exposés. De même on notait la présence des travailleurs du foyer Mistral en lutte qui faisaient signer des pétitions et qui expliquaient leurs conditions de logement au foyer.

Suite à cette journée, les travailleurs de la Bourgogne électronique ont fait connaître leur lutte, et ils ne sont plus isolés.

Leur lutte est juste, soutenons-la. Tous unis les travailleurs de Bourgogne électronique vaincront !

Correspondant HR Dijon.



la France des luttes

Corlay (Centre-Bretagne)

L'abattoir «La Chaillotine» en lutte

Dans le secteur de Rostrenen situé au centre de la Bretagne existe un nombre important d'abattoirs de volailles : on en compte en effet une dizaine dans un rayon de 25 km employant au total 500 personnes en majorité du personnel féminin.

Dans ces abattoirs, les conditions de travail sont très pénibles. Il faut travailler debout, dans l'humidité et le froid, devant une chaîne aux cadences rapides et ceci certains jours pendant 12 heures d'affilée. Pour les chauffeurs, pas de répit non plus, ils doivent partir la nuit, quel que soit le temps.

Dans ces abattoirs de volailles, la syndicalisation n'était pas très importante il y a quelques années, mais depuis le très long conflit des travailleurs de Pedervec et de Plavey (abattoirs Doux) les idées ont avancé, les ouvriers ont compris la nécessité de s'organiser pour faire respecter leurs droits : c'est le cas à la Chaillotine.

En février 1976, des élections de délégués du personnel voyaient la CFDT remporter tous les sièges — 3 titulaires et 3 suppléants pour cette entreprise qui compte environ 80 personnes au total.

À peine un mois après ces élections, le directeur du personnel licencie un travailleur de l'entretien jugé par la direction trop «difficile à manier» mais aussi repéré

pour être très favorable au syndicat.

La réplique est instantanée : dès la nouvelle les 6 chauffeurs (syndiqués et non-syndiqués) décident de ne pas ramasser de dinde et camouflent les camions pour éviter que des «jaunes» n'aillent les ramasser à leur place. Cette grève-surprise est bien accueillie par le personnel et en assemblée générale la moitié du personnel se déclare d'accord pour se mettre en grève : depuis, aucune dinde n'a été abattue, les entrées sont barricadées. Le nombre de grévistes s'étend et ils mettent au point leurs revendications : réintégration du camarade licencié et d'un autre licencié depuis, 200 F d'augmentation pour les chauffeurs, prime de nuit pour les chauffeurs, 1F de l'heure d'augmentation pour toutes les autres caté-

gories de personnel, annulation du licenciement de 5 chauffeurs et arrêt de la répression.

Une manifestation de soutien de l'ensemble des travailleurs des abattoirs de la région a eu lieu dernièrement. De plus l'ensemble des entreprises appartenant au même patron se solidarisent avec les travailleurs de la Chaillotine.

Malgré la tentative du patron de refaire tourner l'entreprise avec l'aide des non-grévistes et des gros électeurs, les travailleurs continuent fermement leur lutte.

Correspondant HR.

LES EBOUEURS DE LYON EN GREVE MANIFESTENT

Ce sont 600 éboueurs, cantonniers et chauffeurs de la communauté urbaine de Lyon, en grève depuis le 18 mars qui ont défilé lundi matin dans les rues du centre de Lyon dont les trottoirs sont encombrés d'impressionnants tas d'ordure.

Ils ont distribué à la population des tracts rappelant leurs principales revendications : «De meilleures conditions de travail», «Une augmentation des effectifs», «Le remplacement du matériel vétuste et dangereux», «La revalorisation de la prime de fin d'année» et «Une indemnité de transports».

Un responsable devait préciser qu'il faut 17 ans de carrière à un éboueur pour gagner 2 000 F.

Usines Peugeot de Beaulieu-Mandeure

La grève continue

(Suite de la une)

Alors que Peugeot tremble qu'il y ait une liaison entre les 35 000 travailleurs de Peugeot-Sochaux et les 5 500 de Beaulieu (distants seulement de quelques kilomètres), les dirigeants révisionnistes du PCF viennent à sa rescousse en évitant comme la peste toute unité d'action. Or cette liaison serait d'une très grande portée : la solidarité de classe n'est pas un vain mot et elle pèserait d'un poids énorme pour la réintégration de plus de 40 licenciés. De même pour les revendications (300 F pour tous, etc) : même patron même combat. Or, pour les permanents du PCF, la CGT n'est qu'un moyen pour eux de

faire avaler à la classe ouvrière leur programme bourgeois.

La grève continue

Lundi matin dès 7 heures, plus de 2 000 ouvriers grévistes des cycles se massaient devant les portes, prêts à continuer la lutte. Vers 8h 30, dans la salle de la cantine s'est tenu un meeting où la CFDT a réaffirmé les revendications des travailleurs. La CGT n'a pas osé reprendre ouvertement «sa» revendication de division (150 F). Toutefois les uns et les autres mettent en avant la légalité bourgeoise : «Le calme et la dignité», la convocation d'un CE extraordinaire, «nous sommes prêts à négocier à toute heure du jour et de la nuit». Le moins que l'on puisse dire c'est que ça n'a rien de mobilisateur et par les illusions que ça entraîne détourne de la lutte classe contre classe. Les 40 licenciements ne se négoc-

cient pas ils se refusent, et seule l'action de masse et de classe pourra faire céder Peugeot le dictateur.

Ensuite, les travailleurs se sont rendus à Sochaux pour manifester, mais aucun contact n'a été pris avec les 35 000 autres «Peugeot». Une délégation CGT s'est vue répondre que la direction a repoussé à mardi la réunion du CE.

D'ores et déjà la plus grande vigilance s'impose pour les licenciements : les dirigeants révisionnistes du PCF dans la CGT veulent faire le même coup qu'ils ont fait à Renault-Billancourt (les fameux 14 otages). C'est-à-dire brader les licenciements et faire reprendre le travail après avoir obtenu quelques augmentations de salaires.

La matinée s'est terminée par l'occupation passive de la gare de Montbéliard. Les travailleurs se sont rassemblés sur les voies de chemins de fer. Le passage des trains était bloqué.

(A suivre)

Luttes étudiantes

Faculté des lettres de Rennes

Les étudiants préparent la poursuite de la grève

À Rennes, la faculté des Lettres est en grève depuis plus de 7 semaines. Les facultés de Droit et de Sciences en étaient quant à elles — au début des vacances de Pâques — à leur 4^e semaine. Une partie des étudiants de Sciences économiques ont repris mais ils risquent fort de repartir en grève après les vacances.

En ce qui concerne la faculté des Lettres, la semaine précédant les vacances a marqué un nouveau tournant dans la poursuite du mouvement avec un vote massif en faveur de la grève malgré certaines interventions poussant les étudiants à reprendre les cours en baissant complètement les bras.

Les étudiants s'étaient laissés influencer par le Conseil d'université. Celui-ci réuni la semaine précédente s'était en effet livré à un odieux chantage : il «s'engageait» à ne pas envoyer les dossiers d'habilitation — prévus pour permettre aux différentes Unités d'enseignement et de recherche de la faculté d'enseigner — tant qu'il n'y aurait pas... d'aménagement de l'arrêté Soisson; il avait également menacé que les examens ne puissent avoir lieu normalement — une session en juin et une en septembre — si les étudiants ne reprenaient pas les

cours, en insistant lourdement sur les conséquences qu'un examen unique en septembre pourrait avoir pour les boursiers.

Devant ces menaces — plus celles que faisait peser Alice Saulnier-Seitè quant à la validité des diplômes de cette année — l'immense majorité des étudiants ont répondu :

— aucun aménagement, abrogation de l'arrêté Soisson

— on ne prend guère les étudiants au sérieux, paraît-il, quand ils font grève, peut-être passeront-ils pour plus conséquents si, devant la menace des examens, ils décident de ne pas se préoccuper pour leur place de futurs cadres mais décident de lutter jusqu'au bout.

— quant aux mesures pour les examens justement, les étudiants sont décidés à ne pas prendre pour irrémédiable la décision du conseil mais à se donner les moyens de faire appliquer, eux-mêmes, leurs décisions.

Enfin de même que ceux de Droit, les étudiants de Lettres ont décidé de préparer la poursuite de la grève pour la rentrée. Pour cela ils viendront à la faculté le vendredi précédant la rentrée officielle.

Une étudiante de la faculté de Lettres,

Péchiney-Ugine-Kuhlman sur la sellette (1)

Un trust qui crée des sociétés antipollution mais qui refuse d'équiper ses propres usines contre la pollution

La pollution, on la voit souvent sous l'angle de l'écologie à la mode des hippies, sous l'angle d'un problème qui soucie beaucoup quelques intellectuels en mal d'occupation pour leurs loisirs. Et la pollution, il est vrai, est l'objet d'un grand battage de la part de la bourgeoisie qui cherche à l'utiliser pour faire oublier... la lutte des classes ! À l'en croire, toutes les misères du monde seraient causées, au fond, par la pollution, un mauvais environnement, etc. Au point que le gouvernement a créé un ministère pour s'occuper de ces questions et qu'il l'a baptisé du nom de... ministère de la Qualité de la vie ; au point aussi qu'il a décidé que cette année serait celle de «la qualité de la vie» de la même façon que 1975 était l'année de la femme...

Tout cela est destiné à détourner les travailleurs de la lutte. Aussi convient-il de remettre les problèmes de pollution à leur place, secondaire. Mais cela ne signifie pas qu'il faille les ignorer. Car, à côté de la propagande bourgeoise, et masquée par elle, il y a la pollution qui rend malades les ouvriers, qui menace la santé des populations et qui ruine les

petits paysans par la mort des plantes et des troupeaux.

Face à cette pollution, bien réelle celle-là, les masses commencent à s'organiser pour leur défense, d'abord spontanément puis de façon plus structurée. C'est dans cette perspective que s'est inscrite une réunion qui s'est tenue à Lannemezan, Hautes-Pyrénées, au début du mois et qui visait à mettre en place une coordination nationale des luttes de tous les mouvements de défense contre la pollution du trust Péchiney.

PECHINEY EN CAUSE, POURQUOI ?

L'essentiel de l'activité en France de Péchiney-Ugine-Kuhlman (PUK) c'est la production d'aluminium et l'exploitation des mines de fluorine. Deux activités qui entraînent, en l'absence de mesures de sécurité, une importante pollution par le fluor.

Les procédés actuels de fabrication de l'aluminium produisent des émissions de fluor. On pratique une électrolyse de l'alumine dissoute dans de la cryolithe avec des

anodes en carbone. Les fumées qui s'échappent après la dissociation contiennent du gaz fluorhydrique et des poussières de fluorure d'aluminium.

De même l'extraction et le traitement du minerai de fluorine — sorte de cryolithe utilisée pour fabriquer l'aluminium — provoquent des poussières fluorées, particulièrement dangereuses dans les galeries des mines elles-mêmes.

Alors, pour éviter que les ouvriers, à l'intérieur soient atteints par le fluor, et que ces fumées nocives se répandent aux alentours des usines, il serait nécessaire de placer des filtres efficaces, directement sur les cuves de fabrication.

Mais à l'heure actuelle, l'évacuation des fumées a lieu généralement par la toiture, sans dispositif de filtration ou avec des dispositifs insuffisants, ce qui a pour résultat que le fluor se répand en doses plus ou moins fortes autour des usines d'aluminium PUK.

Les populations environnantes ont réclamé des filtrations efficaces. Mais la direction capitaliste de PUK, que seul le profit maximum intéresse, refuse d'installer des dispositifs à filtration

maximum, prétextant que cela lui coûterait trop cher, et pratique le chantage au chômage «Nous fermons les usines si vous insistez», cherchant ainsi à diviser les ouvriers et les paysans.

Pourtant des procédés modernes de filtration des fumées existent : ils sont même fabriqués par... PUK lui-même qui a créé des sociétés antipollution et qui vend ses procédés à l'étranger !

S'il nous fallait faire une caricature des capitalistes pour illustrer le fait que toujours et partout ils ne se livrent qu'à la recherche du profit le plus grand, nous pourrions donner Péchiney-Ugine-Kuhlman. Voilà en effet un trust, qui, d'un côté crée de toutes pièces une véritable industrie de la lutte contre la pollution dont il tire des bénéfices fabuleux, et de l'autre refuse de déboursier un centime pour équiper ses propres usines d'aluminium des procédés antipollution qu'il met lui-même au point. La poule aux œufs d'or en quelque sorte : d'un côté l'on pollue et de l'autre simultanément l'on est appelé pour dépolluer moyennant finances évidemment.

(à suivre)



Alès (Gard)

Un patron de «gauche» au centre hospitalier

M. Roger Roucaute est député-maire révisionniste d'Alès. Par la même occasion c'est le président du conseil d'administration du centre hospitalier.

Le 2 mars, il est venu inaugurer le chantier du quartier psychiatrique de l'hôpital.

Comment se comporte alors ce «patron de gauche» ? Va-t-il s'informer auprès des travailleurs de leurs conditions de travail ? S'inquiète-t-il du fait que personne parmi les futurs utilisateurs n'ait été consulté lors de l'établissement des plans (ce qui fait par exemple que les prises d'oxygène ne sont pas prévues car il s'agit d'un hôpital «clef en main» construit au moindre coût).

Non ! Le député-maire «communiste» se promène entouré de sa cour, des médecins-chefs (dont certains sont connus comme ayant appartenu à l'OAS) du directeur et de quelques dirigeants de la CGT.

A la fin tout ce beau monde se retrouve pour boire le champagne.

Tout au plus s'inquiète-t-on à ce moment du fait que les travailleurs du bâtiment font beaucoup de bruit et qu'il faudrait les faire arrêter 5 minutes le temps que le député-maire prononce un petit discours.

Cet exemple nous donne un avant-goût de la «gestion démocratique» de la société dont nous parlent les révisionnistes du PCF. Il s'agit de s'en mettre plein les poches et la panse en ne travaillant pas pour les dirigeants et de travailler dur pour de maigres salaires pour l'immense majorité du peuple.

Ce genre de pratique révolte de plus en plus les travailleurs et c'est fort justement que la section CFDT de l'hôpital avait refusé d'être présente traduisant ainsi le sentiment de la majorité du personnel.



LA PAROLE AUX LECTEURS

Un travailleur du bâtiment nous écrit

Depuis que nous avons publié le questionnaire destiné aux lecteurs à propos du développement du quotidien, nous avons reçu un abondant courrier.

Les lecteurs se demandent sans doute comment sont examinées toutes ces lettres.

Nous les classons en fonction des réponses aux diverses questions et nous regardons l'origine sociale de leurs auteurs. Ensuite nous essaierons de faire un pre-

mier bilan que nous publierons.

Mais en attendant, nous commencerons la publication aujourd'hui de lettres qui ont particulièrement retenu notre attention pour les critiques et suggestions qui y sont faites compte tenu qu'elles nous parviennent de camarades ouvriers ou autres travailleurs.

Nous commençons aujourd'hui par la publication d'une lettre d'un ouvrier du bâtiment de Montpellier.

Chers camarades du journal,

Humanité rouge, c'est pour nous ouvriers du bâtiment comme un ami qui «débarque» au milieu de nos coffrages, à côté de notre «gamatte», à la maison au milieu de notre famille... C'est un ami sûr, chaleureux, enthousiaste, un guide aussi... dont nous avons bien

soin, empêtrés que nous sommes dans les informations mensongères des bourgeois, et surtout de leurs «singés de gauche»...

A cet ami qui représente la pensée de millions de travailleurs de France, du tiers monde et des autres pays capitalistes (y compris l'URSS et colonies) il faut savoir faire des critiques...

et ce n'est pas toujours facile... Pourtant c'est nécessaire !

Aussi dans l'enquête que vous lancez dans «La parole aux lecteurs» je suis un peu embarrassé... Mais il faut «se jeter à l'eau».

Réponse à vos questions:

1) «Améliorations — régressions» :
Le journal est en amélioration par rapport à l'an dernier... moins théorique, un vocabulaire plus compréhensible (cela ne veut pas dire que c'est parfait — surtout si vous employez des mots indispensables, tirés de la science marxiste-léniniste, donnez leur signification en langage plus simple, de manière qu'ils soient bien compris, qu'ils ne rebutent pas, de manière à devenir familiers aux travailleurs) plus de luttes ouvrières qu'avant... Mais nous aimerions avoir leur contenu et leur suite. Davantage de sections syndicales qui s'expriment mais c'est surtout encore la CFDT. A mon avis il faut *foncer sur la CGT* car les camarades CGT en ont ras le bol des trahisons et certains ne demandent qu'à parler... Il faut faire du porte-à-porte auprès d'eux, leur montrer la nécessité de faire craquer le silence, de déchirer la fausse «peau de tigre» du PCF.

2) Je ne vois pas de proches principaux pour le moment.

3) Je lis en général l'ensemble des articles. Mais je suis plus particulièrement attiré par les luttes de boîtes ou de secteurs qui contrent les patrons, et dénoncent la trahison des faux communistes qui manipulent la CGT. C'est tellement urgent !

Je suis aussi très attiré par les organisations étrangères qui s'expriment dans le journal contre leur bourgeoisie et contre l'impérialisme.

La rubrique culturelle est très intéressante. Il faut encourager les camarades écrivains, peintres, sculpteurs, musiciens, à écrire au journal. Qu'ils disent comment ils voient leur liaison avec la classe ouvrière. J'aimerais aussi que l'on ait des «interviews» avec des gens «chouettes» comme Loridan, J. Ivens, Han Suyin, Cardonnel, etc. Il faut les «provoquer» ces gens-là (dans le bon sens) il faut qu'ils mettent leurs paroles (leur image, peinture, musique, etc.) en rapport avec la pratique et servent le journal qui représente la classe ouvrière.

J'aimerais aussi mieux apprendre comment les femmes en lutte se débrouillent

dans la pratique avec leurs enfants, leur mari. On a beaucoup à apprendre nous les «mecs» de nos camarades femmes sans que aucune révolution ne sera possible.

A ce sujet on ne voit pas tellement apparaître dans le journal une «organisation des femmes marxistes-léninistes». Je pense que par rapport à la situation cela s'impose de plus en plus... pour que nous progressions ensemble hommes et femmes dans les entreprises et au foyer.

4) Pour les rubriques que j'aimerais trouver... j'y ai répondu un peu dans la 3e question. Mais il y a un sujet qui me tient à cœur : c'est le bâtiment et les travaux publics... Plus de 2 millions d'ouvriers dont la moitié immigrés. Il faut casser le silence sur ce secteur où l'exploitation est particulièrement dure. Il faut aider les ouvriers du bâtiment et des travaux publics à dire ce qu'ils ont sur le cœur, car ils ne sont pas allés à l'école bien souvent... mais beaucoup, Français ou immigrés, ont une de ces consciences de classe ! C'est du béton !

Oui, camarades du bâtiment, des travaux publics, il y en a assez de «s'écraser», de ruminer nos misères, nos blessés, nos morts. Il faut parler, envoyer des articles au journal... tout simples, ce qui se passe sur nos chantiers, ce qu'il y a de bien, et aussi le jeu de certains délégués vendus. Camarade immigré, il faut parler en arabe, en portugais, en espagnol, en yougoslave, en turc. Aidé par un camarade qui sait écrire, tes paroles parviendront au journal et seront lues par des milliers de travailleurs.

A bientôt, camarades de l'HR. Vos stylos, vos machines, vos marteaux, nos truelles scandent le même mot : *Révolution !*

Un travailleur
du bâtiment
Montpellier.



Les dirigeants du PCF étrangers à l'internationalisme prolétarien

De fervents défenseurs du colonialisme pendant la Révolution nationale algérienne

L'exposé public de certaines de ses divergences avec les autres partis révisionnistes, y compris celui de Moscou, vaut au PCF, depuis quelque temps des critiques sur sa conception de «l'internationalisme prolétarien». La vérité, disons-le tout de suite, c'est que ceux qui adressent ces critiques comme celui à qui elles sont adressées sont complètement étrangers à l'internationalisme prolétarien. Ce sont des partis bourgeois. Ils expriment des intérêts de classe diamétralement opposés à ceux de la classe ouvrière et des peuples encore opprimés par le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonisme.

La réponse que fait à ces critiques le bureau politique

du PCF par la voix de Jean Kanapa dans les colonnes de «France-Nouvelle» numéro 1 585 du 29 mars 1976 ne manque pourtant pas d'intérêt. Nous aurons l'occasion d'y revenir. Retenons pour l'instant que les dirigeants du faux parti communiste français donnent comme preuve de leur «internationalisme aussi vivace, aussi actif que leur patriotisme», la position qu'ils avaient alors que le peuple algérien combattait l'arme à la main le colonialisme français.

Et Kanapa de déclarer «Ce devoir de solidarité avec les peuples colonisés en lutte pour leur indépendance, nous l'avons rempli non pas de façon déclarative, mais dans les actes concrètement, pratiquement».

C'EST FAUX ! C'EST ENTIEREMENT FAUX ! Jamais la position officielle des dirigeants du PCF n'a été de soutenir le peuple algérien. Tout au contraire, les militants du PCF, qui alors soutenaient cette juste guerre de libération nationale, se voyaient pourchassés par leurs dirigeants.

La vérité historique, messieurs les dirigeants du PCF, vous ne la transformerez pas si facilement. Des preuves existent sur l'attitude que vous avez eu par le passé

vis-à-vis du peuple algérien. Pour les connaître nous engageons vivement tous nos lecteurs à lire l'important ouvrage de Jacques Jurquet :

«La révolution nationale algérienne et le PCF».

Les tomes 1 et 2 sont déjà sortis ; au prix respectivement de 18 et de 45 F. Passez vos commandes aux Éditions du Centenaire, 24 Rue Philippe de Girard, 75010 Paris. Tél : 202-87-05



TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE
No 3022672 La Source.



Une revue de la CGT

ANTOINETTE, FAIBLE FEMME

La direction de la CGT publie un magazine féminin, *Antoinette*, bourré de conseils-tricot et de publicités pour rôtissoires.

Le judo, un sport féminin ?

C'est la question que pose *Antoinette* dans son dernier numéro, titré « spécial 8 mars ». *Antoinette* répond : « Ne serait-il pas souhaitable que les femmes trouvent une forme de judo qui leur convienne sans copier les hommes ? La gymnastique, par exemple, devint *exquisément féminine* le jour où les pratiquantes prirent en main le destin de leur discipline. Ce fut une *révolution* : pour la première fois dans l'histoire du sport, les femmes n'imitaient pas les hommes, ne faisaient pas mal ce qu'ils faisaient bien, mais évoluaient *selon leur propre nature* et faisaient bien ce qu'ils faisaient mal » (souligné par HR).

Voici la conception de la femme contenue dans ce petit discours :

1) Il existe une *nature féminine*, différente, on s'en doute bien, de la nature masculine.

2) Les femmes ne doivent pas essayer d'imiter les hommes, sans quoi elles font mal ce qu'ils font bien. En les imitant, elles les singent. En somme, ce que l'homme fait bien, la femme ne doit pas essayer de le faire ; car si elle va à l'encontre de sa nature, elle échouera.

3) Mais en revanche, si elle se conforme à sa nature, la femme devient « *exquisément féminine* ». *Exquis* signifie « délicieux, délicat » : autant dire que la nature féminine est un objet de plaisir...

Femmes, n'oubliez pas votre faiblesse naturelle !

Un docteur, interrogé par *Antoinette*, explique « *scientifiquement* » aux lectrices la faiblesse de leur constitution physique : « Les femmes manquent de tonus musculaire, mais elles possèdent une souplesse articulaire, une agilité supérieure à celle des hommes. On peut dire aussi une meilleure coordination. Elles peuvent envisager sans danger une musculation légère dans le but d'améliorer leurs masses musculaires et leur système cardio-vasculaire » (souligné par HR).

En somme, puisque les femmes manquent de tonus, elles ne peuvent envisager qu'une musculation légère ; une musculation sérieuse serait dangereuse ! Ce raisonnement de savant bourgeois

met tout à l'envers : en fait, si l'on fait travailler ses muscles, on aura du tonus, que l'on soit un homme ou une femme. Mais si l'on part du principe que par nature on n'a pas de tonus, on ne se musclera pas, et on manquera de force.

De ce baratin faussement scientifique, *Antoinette* conclut qu'en judo féminin « on peut se contenter de l'étude technique et de la self-défense ». Une faible femme, se servir d'un sport de combat pour combattre, pensez donc !

Le mot de la fin revient à une championne révisionniste de judo, qui avoue au journaliste d'*Antoinette* : « Vous savez, s'il vous prenait l'idée de m'attaquer dans une rue sombre, je crois que je chercherais surtout à me sauver ». Devant la supériorité masculine d'un journaliste, même une championne de judo reste une faible femme !

Comment justifier l'oppression des femmes

Toujours, dans l'histoire de l'oppression, les exploités ont voulu démontrer par a plus b que les opprimés avaient des raisons *naturelles* de rester inférieurs. Les savants colonialistes démontraient que le cerveau des Africains était plus petit que celui des blancs ; les médecins nazis prouvaient l'infériorité physique et mentale des peuples

envahis ou persécutés par les fascistes, les psychologues bourgeois d'aujourd'hui démontrent l'infériorité des ouvriers : ainsi, l'illustre psychologue révisionniste R. Zazzo a « prouvé » qu'une

vaillants, les femmes de notre peuple détruisent ces mensonges ; dans la lutte comme dans le travail, CE QUE L'HOMME FAIT, LA FEMME PEUT LE FAIRE, et ce que l'homme ne peut



Pour *Antoinette*, ces femmes des Nouvelles Galeries de Thionville qui luttent vaillamment contre les flies de la bourgeoisie, trahissent l'idéal féminin (Photo APL).

proportion importante des enfants de manœuvres sont des « débiles »...

De la même façon, pour justifier l'oppression des femmes, les bourgeois de droite ou « de gauche » font des discours sur la faiblesse de la « nature féminine ».

Mais dans leur lutte quotidienne aux côtés des tra-

faire, elle doit essayer de le faire !

Quand à l'exemple des Communardes, des femmes de notre pays participeront les armes à la main à l'insurrection prolétarienne, ils ne leur trouveront plus rien d'*exquis*, les bourgeois de droite ou du PCF...

Un lecteur

LA DENT DU REQUIN

Est-ce que la publicité est simplement une incitation à consommer ?

On peut se poser cette question quand on jette un coup d'œil sur certaines annonces publicitaires.

Ainsi, par exemple, dans *Télépoche* de la semaine dernière (le numéro où Ponia Super-flic prend son air

le plus niais pour nous dire qu'à son avis la télé devrait soigneusement cacher les violences des CRS et — surtout — la riposte armée de notre peuple), on peut lire, à la page 165, une publicité appelant à acheter une dent de requin qui est rédigée comme suit :

« En pendantif, portez autour du cou une véritable dent de requin, TERREUR de la côte est des USA. C'est un collier VIRIL qui, par son élégance MALE, est SÉDUISANT sur la poitrine d'un HOMME, d'un VRAI » (sic !)

Puis, juste en dessous, ce qui pourrait sembler paradoxal pour le commun des mortels mais pas pour la société qui fait passer cette annonce, on peut lire : « également très élégant pour les femmes ».

N'est-ce pas de l'intoxication idéologique, du bourrage de crâne pour nous faire avaler toutes les fadaises de la bourgeoisie sur l'homme (« le vrai », le seigneur et maître) et la femme qui doit rester élégante même derrière ses fourneaux ?

Cela montre en tout cas que la bourgeoisie a parfaitement compris que les femmes représentent « la moitié du ciel » et que — en conséquence — plus ce genre de préjugés sépareront les hommes et les femmes de notre peuple et plus les bourgeois couleront des jours tranquilles dans leurs quartiers résidentiels.

Dernière précision enfin : le prix de cette dent de requin ? 59 F ! Une paille, juste de quoi engraisser d'autres requins... ceux du capital.

Correspondant Anancy.

Football

Deux morts

et un blessé au Brésil

L'idéologie de la « compétition sportive avant tout », chauvine et réactionnaire, inculquée par la bourgeoisie mène parfois le public populaire à commettre des actes de démence. Deux spectateurs d'un match de football ont été tués par balles et un troisième blessé dimanche à Currais Novos au Brésil par un supporter qu'excédait l'enthousiasme manifesté par les partisans de l'équipe adverse à la suite d'un but.

La foule a failli lyncher l'homme au pistolet tandis que la rencontre, comptant pour le championnat de première division de l'Etat de Rio Grande do Norte, était suspendue.

Cette conception du sport est d'ailleurs particulièrement développée et encouragée par le gouvernement fasciste du Brésil qui espère que le peuple qu'il opprime odieusement, épanchera sa colère contre cette oppression, dans le sport plutôt que dans des grèves et des manifestations.

Vu par Lucien

La bourgeoisie veut renforcer sa sécurité



LE PORTUGAL A LA VEILLE DES ELECTIONS LEGISLATIVES

Nous avons vu sommairement dans le précédent article les conditions dans lesquelles s'est déroulé le «25 novembre», et les suites politiques de cette tentative de coup d'état inspirée par les forces prosoviétiques à la tête desquelles on trouve le parti d'Alvaro Cunhal.

Dans le présent article, nous aborderons plus précisément la question des législatives et les conditions actuelles de leur déroulement.

Le 16 mars dernier, un communiqué du Conseil de la Révolution portugais — composé uniquement de militaires — «constatait l'existence de tentatives visant à déséquilibrer la situation politique en vue de remettre en cause la réalisation des élections législatives».

Ce communiqué, après avoir invité la population à participer massivement au scrutin, notait «la multiplication de mouvements de grève qui prennent souvent la forme d'une pression politique exercée sur le gouvernement. Il a décidé en ce sens de soutenir le gouvernement pour faire respecter la loi sur la grève*, et rappelle que les heures de grève ne doivent pas être rémunérées».

Le même jour, le Comité central du parti de Cunhal diffusait lui aussi un communiqué «dénonçant la vague de violences» qui s'étend au Portugal notamment dans le Nord, le Centre, aux Açores et à Madère. Et d'accuser les fascistes de vouloir ajourner le scrutin en créant un climat d'instabilité générale.

Parce que le parti révisionniste portugais brandit l'épouvantail du «fascisme et de la réaction» pour mieux voiler ses projets politiques de même nature, faut-il pour autant nier le danger d'un «coup» des vieilles forces salazaristes ou caetanistes liées pour la plupart à l'impérialisme américain ?

Nous ne le pensons pas ! Un coup émanant de cette fraction de la bourgeoisie est toujours envisageable. Mais nous rejetons l'idée suivant laquelle c'est l'unique danger actuellement ou mieux, que c'est le danger principal à la veille de ces élections.

Pour comprendre cela, il faut à notre point de vue regarder les faits et voir la situation actuelle sous ses nombreux aspects.

Les faits sont têtus et rien ne pourra cacher le fait que la série de tentatives de putschs au Portugal depuis le 25 avril 1974 provient non du vieux fascisme, mais du révisionnisme dont la principale force est organisée dans le parti de Cunhal. Ces faits — le 18 septembre 1974, le 11 mars 1975 et le 25 novembre 1975 — démontrent clairement que si les vieilles forces fascistes existent toujours (comment pourrait-il en être autrement dans un régime bourgeois ?) elles n'ont pas eu l'offensive jusqu'à présent.

Cela provient de plusieurs facteurs : la désorganisation de ces forces après le 25 avril 1974, les intérêts des couches monopolistes de la grande bourgeoisie plus tournée vers l'Europe, voire l'Union soviétique et ses dominions, le rapport des forces entre les deux superpuissances à l'échelon européen.

Prenons un exemple récent de la tendance de certaine fraction monopoliste portu-

gaise à renforcer ses liens avec le capital financier soviétique.

Il y a quelques semaines, la Compagnie de transports maritimes (CTM) et la Compagnie nationale de navigation portugaise (CNN) ont signé un accord avec la Sovin-flot, compagnie de navigation des révisionnistes soviétiques, pour créer la compagnie multinationale «Aminter». Les Portugais ont 51 % des parts et les Soviétiques 49 %. Cela signifie en d'autres termes que le capital financier soviétique investi dans cette compagnie maritime «portugaise» lui rapportera 49 % des bénéfices ; bénéfices qui ne proviendront pas d'autre chose que de l'exploitation du travail des ouvriers et marins portugais de cette compagnie.

Ce qui est intéressant en plus, c'est l'origine des capitaux portugais. En effet, le secteur des lignes commerciales de l'Aminter avait appartenu au monopole privé de la CUF (l'un des plus importants au Portugal)



Timex : les ouvriers en grève.

secteur qui a été «nationalisé» à l'époque du gouvernement du prosoviétique Gonçalves.

Autrement dit, la politique des prosoviétiques au Portugal, sous couvert de «nationalisation» des monopoles privés, consiste à mettre ces capitaux dits «nationaux» sous la tutelle (car avec 49 % des parts on contrôle largement une entreprise) des impérialistes soviétiques.

Une chose est sûre, une pareille opération financière aurait eu pour origine l'impérialisme US, qu'elle aurait suscité d'autres remous dans les secteurs de la bourgeoisie, que ceux qu'a suscités la création de cette multinationale par les Soviétiques.

Dire que les vieilles forces fascistes n'ont pas eu l'offensive jusqu'à présent, ne signifie pas pour autant qu'elles n'ont rien tenté, et qu'elles ne se préparent pas.

Au Portugal, fascisme et social-fascisme représentent l'ennemi de la démocratie et de l'indépendance nationale. Seulement, depuis le 25 avril 1974, des deux c'est le social-fascisme prosoviétique qui a représenté et représente toujours le principal danger.

LE DÉVELOPPEMENT DU MOUVEMENT REVENDICATIF DE MASSE

Ce développement du mouvement revendicatif des masses ouvrières et travailleuses est un élément très important depuis ces derniers mois. Il a sa source dans la détérioration continue des conditions de vie et de travail des masses ouvrières des villes et des campagnes, de la paysannerie laborieuse et de certains secteurs de la petite bourgeoisie.

Ce mouvement s'est amplifié depuis quelques semaines, par le déclenchement de grèves importantes ayant pour objet la satisfaction de revendications immédiates. On peut citer l'exemple de la grève importante de la Timex ; il y en a des centaines d'autres.

Ce mouvement est-il ou non une bonne chose et comment l'apprécions-nous ?

dont ils pouvaient être victimes de la part des forces de droites.

Cette position est tout-à-fait favorable au parti de Cunhal qui utilise une double tactique sur ce front.

D'une part, ce parti organise lorsqu'il a le rapport de force syndical suffisant, de véritables «grèves politiques». On pourrait citer en exemple une récente manifestation de métallos à Lisbonne, où était absent tout mot d'ordre économique, mais dont le mot d'ordre central était : «Retour du Vê gouvernement, retour de Vasco».

D'autre part, ce parti s'oppose aux revendications des masses sous prétexte «d'infiltration de la droite réactionnaire» dans les mouvements de grève. Ainsi un communiqué du CC du PCP publié le samedi 20 mars précise que la grève du personnel hospitalier de Lisbonne est «un exemple clair des tentatives faites par la réaction pour utiliser à des fins politiques contre-révolutionnaires les problèmes réels des travailleurs». Le communiqué poursuit en prétendant que les grèves prévues par les employés de l'électricité, des transports, des banques et de la fonction publique «ne peuvent que servir les plans de la réaction».

Ainsi, le parti révisionniste portugais est un parti de classe de la bourgeoisie ; ses liens étroits avec le parti révisionniste soviétique font de lui — comme les faits l'ont montré — un ennemi dangereux de la démocratie et de l'indépendance du Portugal.

Cette double tactique ne peut être combattue qu'en se plaçant du point de vue des intérêts de classe du prolétariat portugais.

En conclusion, nous pourrions dire que le Portugal est à la veille de nouvelles luttes politiques de caractère complexe et que les élections, si elles ont lieu, révéleront les rapports de force au sein même de la bourgeoisie portugaise.

Nous reparlerons du Portugal, c'est une certitude.

Avant de terminer, nous voudrions dire quelques mots à propos du mouvement marxiste-léniniste portugais.

Certains en France contribuent à faire circuler de faux bruits sur notre position par rapport à cette question.

Chacun sait qu'au Portugal, il existe un certain nombre de formations se réclamant du marxisme et du léninisme. Nous avons soutenu dans notre presse, certaines positions de telle ou telle formation qui nous semblaient conformes à la réalité portugaise. Était-ce là un acte de «reconnaissance» de telle ou telle formation ? Voir les choses ainsi, serait mal comprendre notre position de principe.

Tout d'abord, nous n'avons pas la prétention de nous ingérer dans les affaires des authentiques communistes marxistes-léninistes portugais. Ensuite, leur situation est complexe, et nous ne tenons en aucune manière à entraver un nécessaire et inévitable processus d'unification des authentiques communistes dans un seul et unique parti.

* La loi antigreve a été instituée peu après le 25 avril 1974 et est due à l'initiative du parti révisionniste de Cunhal, alors que ce parti avait un de ses membres au gouvernement comme ministre du Travail.